

PRÉFET DE LA SARTHE

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
des Pays de la Loire

Le Mans, le 2 décembre 2019

Unité Départementale de la Sarthe

Nos réf. : FD/MLM N° 1110.19

Vos réf. : transmission de la préfecture en date du 30 octobre 2019  
(affaire suivie par Mme Graindorge)

Affaire suivie par : Frédéric DALANSON  
frederic.dalanson@developpement-durable.gouv.fr  
Tél. : 02 72 16 42 31 - Fax : 02 72 16 42 21

## RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Objet : Installations classées - porter à connaissance (PAC) de modification des conditions d'exploiter  
(traitement des eaux résiduaires) en date du 22 octobre 2019  
version 30 octobre 2019 - **YOPLAIT PRODUCTION FRANCE**  
Modification du **traitement des eaux résiduaires**  
Site du Mans (23 rue des Grandes Courbes 72 027 LE MANS Cedex

2).

PJ : Relevé des insuffisances du dossier du demandeur

Par transmission ci-dessus référencée, la préfecture m'a adressé le dossier de demande de modification visé en objet.

Ce rapport analyse le caractère complet et régulier du dossier de demande de modification des conditions d'exploiter par référence aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Compte tenu des insuffisances présentées, je propose de demander les compléments nécessaires avant d'envisager, le cas échéant, les suites appropriées.

### 1 – CARACTÉRISATION DE LA DEMANDE AU VU DU DOSSIER

#### 1.1 – Description de l'activité et situation de l'établissement

La société YOPLAIT PRODUCTION FRANCE, implantée en ZI Sud au Mans, est spécialisée dans la fabrication de yaourts, fromages frais, crèmes fraîches et autres spécialités laitières.

L'usine emploie 350 personnes.

Elle transforme actuellement environ 800 000 litres de lait et produits laitiers (crèmes) par jour.

Horaires d'ouverture : 8h30-12h00 / 13h00-16h00  
Tél. 02 72 16 42 20 – Fax 02 72 16 42 21  
19 boulevard Paixhans  
CS 51333  
72013 Le Mans Cédex 2

L'activité industrielle de la société YOPLAIT PRODUCTION FRANCE est réglementée, au titre des installations classées par l'arrêté préfectoral n° 2014035-0019 du 4 février 2014.

Les installations sont soumises aux dispositions générales et au chapitre II de la directive IED (Industrial Emissions Directive).

L'alimentation en eau de la société YOPLAIT PRODUCTION FRANCE se fait à partir du réseau AEP de la ville du Mans pour l'usage domestique et de deux forages pour la production. L'eau est utilisée à des fins industrielles et sanitaires : environ 80 % pour le nettoyage et la désinfection de l'outil de production et 20 % pour les autres opérations.

La consommation s'élève à environ 45 000 m<sup>3</sup> par an pour l'eau du réseau et 785 000 m<sup>3</sup> par an pour l'eau de forage, ce qui donne un ratio de consommation de 3,8 m<sup>3</sup> par tonne de produit fabriqué. Il convient de préciser que ce ratio était de 8,0 m<sup>3</sup> par tonne de produit fabriqué en 2005.

Les eaux pluviales sont collectées séparément et rejoignent trois bassins de confinement, chacun équipé d'un déssableur et d'un séparateur à hydrocarbures. Deux de ces bassins sont raccordés au réseau collectif et le troisième rejette directement les eaux pluviales dans la Sarthe par le biais d'une canalisation dédiée.

Les eaux usées domestiques sont collectées séparément des eaux industrielles. Elles rejoignent, en deux points de rejet et après passage dans un bac dégraisseur, le réseau d'assainissement collectif. Ces eaux sont ensuite traitées sur la station d'épuration de la ville du Mans.

Les effluents industriels, plus communément appelés « eaux résiduelles » ont pour origine : les eaux de lavage nécessaires à l'entretien des ateliers et des équipements, les eaux utilisées en circuit ouvert en production, les eaux pluviales susceptibles d'être polluées et les eaux de purge des équipements. Ces effluents sont pré-traités (dégrillage, décantation et flottation) sur le site avant d'être rejetés dans le réseau d'assainissement collectif de la ville du Mans.

Ce rejet, actuellement de 2 000 m<sup>3</sup>/jour en moyenne mensuelle, était encadré par une convention de rejet signée le 4 juin 2009 entre la ville du Mans, l'exploitant de la station d'épuration et l'entreprise.

Les termes de cette convention ont été repris ou resserrés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Les valeurs limites des rejets sont les suivantes :

| Caractéristiques du rejet                        | Convention |
|--|------------|
| Débit maximum sur 24 h en m <sup>3</sup> /j      | 2500       |
| Débit maximum sur 1 mois en m <sup>3</sup> /mois | 60000      |

| Paramètre        | Convention (mg/l) | Arrêté préfectoral (mg/l) | Arrêté préfectoral (kg/j) |
|------------------|-------------------|---------------------------|---------------------------|
| MES              | 1500              | 1500                      | 3750                      |
| DCO              | 3000              | 3000                      | 7000                      |
| DBO <sub>5</sub> | 1500              | 1200                      | 3000                      |
| N total          | 150               | 150                       | 375                       |
| P                | 50                | 30                        | 60                        |

Les eaux résiduelles du site YOPLAIT PRODUCTION FRANCE sont ainsi prétraitées avant rejet vers la station communale de la CUM (communauté Urbaine du Mans).

Ce prétraitement utilisé à 100 % de ses capacités dépasse ponctuellement l'autorisation de rejet.

Les dépassements concernent les MES par la présence de boues dans l'effluent (et impliquant naturellement un dépassement en DCO voire DBO<sub>5</sub>, Azote phosphore) et la température.

L'établissement est d'ailleurs classé à enjeu régional (PMI 3) pour ses rejets d'effluents liquides résiduaires.

Devant l'augmentation croissante du coût de traitement des eaux usées imposée par la commune (+80 000 €/an à rejets constants selon la Mairie), et la récurrence des dépassements de VLE, la société YOPLAIT PRODUCTION FRANCE se voit contrainte de modifier le traitement des eaux résiduaires.

Le souhait du site, objet du présent rapport, est donc d'installer un digesteur permettant d'abattre les MES pour respecter l'autorisation de rejet. Ce digesteur de méthanisation est envisagé pour fabriquer du biogaz, et produire après épuration, du méthane injectable dans le réseau de gaz de ville.

Ce projet, dit PHASE 1, objet de ce dossier, s'inscrit dans une réflexion à plus long terme où d'autres équipements complémentaires (aération, clarificateur, membrane : PHASE 2) pourraient permettre de supprimer le rejet vers la station communale.

Néanmoins le coût du projet de la PHASE 1 d'une part (évalué par le pétitionnaire à environ 3,5 millions d'euros) et la possibilité actuelle d'injection du gaz dans le réseau (les tarifs d'injection sont voués à diminuer) rend cette PHASE 1 prioritaire.

La PHASE 2 (estimation à 4 millions d'euros) est pour le moment sans aucune garantie et n'est pas abordée dans le dossier de modification des conditions d'exploiter.

Le coût de l'assainissement est actuellement élevé et ne cesse d'augmenter chaque année, selon le pétitionnaire. Chaque diminution des charges rejetées constitue une économie substantielle pour le site. C'est pour cette raison, qu'à terme, une station de traitement autonome est envisagée.

**Notons que selon la police de l'eau (DDT), les effluents de YOPLAIT PRODUCTION FRANCE arrivent sur la station du Mans en amont d'un déversoir d'orage, ce qui ne garantit pas que les eaux résiduaires de YOPLAIT PRODUCTION FRANCE soient effectivement traités en cas de pluie.**

Une étude, confiée à un cabinet spécialisé, a été réalisée en 2015 dans le but de déterminer la filière adéquate qu'il conviendrait de mettre en œuvre pour traiter les effluents de la société.

Sur la base d'un rejet journalier de 3 000 m<sup>3</sup>, et au regard des valeurs limites réglementaires et des MTD (Meilleures Techniques Disponibles) du document BREF relatif aux industries agroalimentaires et laitières (août 2006), l'étude conclut à une acceptabilité de la Sarthe, tant en impact qualitatif que quantitatif, aussi bien en période sèche qu'en période d'étiage.

Pour son projet, l'exploitant aurait intérêt à choisir les meilleures techniques de manière à anticiper le futur BREF, en cours de révision, le document en préparation étant bien avancé, dans une version actualisée d'octobre 2018. **Le dossier n'aborde aucunement les meilleures techniques disponibles (et notamment les NEAMTD) présentées dans le document BREF actualisé (10/2018), en ses paragraphes 5 et 17.4, ni dans celui en vigueur (08/2006), ne seraient-ce qu'en termes de traitement des effluents liquides résiduaires.**

## 1.2 – Installations classées et régime

Les installations projetées sont mentionnées après les rubriques régulièrement autorisées sous les régimes également précisés, dans le tableau ci-dessous.

| N° de la nomenclature | Installations et activités concernées  | Éléments caractéristiques          | Situation actuelle |
|-----------------------|--|------------------------------------|--------------------|
| 2230.1                | Réception, stockage, traitement, transformation, etc. du lait ou des produits issus du lait.<br>La capacité journalière de traitement exprimée en litre de lait ou équivalent-lait étant supérieure à 70 000 l/j.  | 1 200 000 L/J<br>D'ÉQUIVALENT-LAIT | A                  |
| 2661.1.A              | Transformation de polymères par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression.<br>La quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure ou égale à 10 t/j.   | 20 T/J                             | A                  |
| 3642.3                | Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires issus :<br>de matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits finis, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour, supérieure à 75 si A est supérieur ou égal à 10<br>où A est la proportion de matière animale (en pourcentage de poids) dans la quantité entrant dans le calcul de la capacité de production de produits finis. | ~1 000 T/J                         | A                  |
| 4421.1                | Stockage et emploi de peroxydes organiques type C ou type D.<br>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 3 t.  | 4,9 T                              | A                  |
| 4716.1                | Stockage et emploi de chlorure d'hydrogène (gaz liquéfié) (numéro CAS 7647-01-0).<br>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t.  | 2,26 T                             | A                  |
| 4735.1.A              | Stockage et emploi d'ammoniac.<br>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant, pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg, supérieure ou égale à 1,5 t.   | 4 T                                | A                  |
| 2921.A                | Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle.<br>La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW.  | 9 684,2 KW                         | E                  |
| 1511.3                | Entrepôts frigorifiques.<br>Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 5 000 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 50 000 m <sup>3</sup> .  | 5 440 M <sup>3</sup>               | DC                 |

| N° de la nomenclature | Installations et activités concernées  | Éléments caractéristiques                 | Situation actuelle |
|-----------------------|--|---|--------------------|
| 1530.3                | Dépôt de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés.<br>Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> , mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup> .   | 7 000 M <sup>3</sup>                      | D                  |
| 1532.2                | Dépôt de bois sec ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés.<br>Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> , mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup> .   | 1 200 M <sup>3</sup>                      | D                  |
| 2910.A.2              | Installations de combustion fonctionnant au gaz naturel.<br>La puissance thermique maximale des installations étant supérieure à 2 MW, mais inférieure ou égale à 20 MW.   | 17,72 MW<br>(EN 2 CHAUDIÈRES GAZ NATUREL) | DC                 |
| 2925                  | Ateliers de charge d'accumulateurs.<br>La puissance maximale de charge de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.  | 200 KW                                    | D                  |
| 4110.1.B              | Stockage et emploi de substances et mélanges solides de toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés.<br>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 kg mais inférieure à 1 t. | 0,8 T                                     | DC                 |
| 4411.B                | Stockage et emploi de substances et mélanges auto-réactifs type A ou type B.<br>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 50 kg mais inférieure à 10 t.   | 8,5 T                                     | D                  |
| 4441.2                | Stockage et emploi de liquides comburants catégories 1, 2 ou 3.<br>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t.  | 6 T                                       | D                  |
| 4510.2                | Stockage et emploi de substances et mélanges dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.<br>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t.   | 26 T                                      | DC                 |

| N° de la nomenclature | Installations et activités concernées  | Éléments caractéristiques  | Situation actuelle         |
|-----------------------|--|--|----------------------------|
| 2910-B.1              | <p><i>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.</i></p> <p><i>B. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange sont différents de ceux visés en A (<b>biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1</b>).</i></p> <p><i>1. Uniquement le biogaz autre que celui visé en 2910-A, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW mais inférieure à 50 MW</i></p> | <p>1 torchère pour la combustion de biogaz bruts<br/>P (MW) non précisée</p>   | Objet de la demande (E ?)  |
| 4310-2                | <p><b>Gaz inflammables catégorie 1 et 2.</b></p> <p><i>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 10 t</i></p>   | <p>Biogaz issu de la méthanisation, contenu dans le digesteur : 0,95 t</p> <p>quantité de biogaz contenu dans les canalisations et équipements raccordées au digesteur jusqu'au poste d'injection non renseignée</p> | Objet de la demande (DC ?) |
| 4740                  | <p><i>Les mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif et non classés dans aucune des autres classes, catégories et mentions de danger visées dans les autres rubriques pour autant que le mélange en l'absence d'hypochlorite de sodium ne serait pas classé dans la catégorie de toxicité aiguë 1 [H400].</i></p> <p><i>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</i></p> <p><i>2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 200 t</i></p>   | <p>Quantité susceptible d'être présente non renseignée</p> <p>suppression envisagée avec projet</p>  | Objet de la demande ?      |
| 4715                  | <p><i>Chlorure d'hydrogène (gaz liquéfié) (numéro CAS 7647-01-0).</i></p> <p><i>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</i></p> <p><i>2. Supérieure ou égale à 200 kg mais inférieure à 1 t</i></p>  | <p>Quantité susceptible d'être présente : cuve double peau pEHD d'un volume de 15 m³</p>   | Objet de la demande (D ?)  |

| N° de la nomenclature | Installations et activités concernées  | Éléments caractéristiques   | Situation actuelle         |
|-----------------------|--|---|----------------------------|
| 1630                  | <i>Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de).<br/>Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium.<br/>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :<br/><br/>inférieure à 100 t</i> | Quantité susceptible d'être présente : cuve double peau pEHD d'un volume de 15 m <sup>3</sup> | Objet de la demande (NC ?) |

Régime :

A (autorisation), E (enregistrement), DC (déclaration avec contrôle périodique), D (déclaration)

**La portée de la demande n'est pas très explicite, en absence de tableau de classement de l'établissement dans le PAC, et par manque d'éléments d'appréciation quant aux caractéristiques des installations envisagées dans le projet (puissance de la torche, quantité exacte de biogaz susceptible d'être présent dans les stockage et installations raccordées (équipements sous pression, quantité de substances énumérées ci-dessus non indiquée...)).**

Dans le dossier, la description du projet, comme l'indique le libellé du paragraphe I..2.1 du PAC reste très succincte. Et a fortiori, **les installations sont décrites de façon succincte, et la connexion avec les installations déjà existantes n'est pas abordée précisément dans le dossier.**

## 2 – AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

### 2.1 – Caractère complet ou non du dossier

Le PAC en date du 22 octobre 2019 présenté par YOPLAIT PRODUCTION FRANCE pour la modification du traitement des eaux résiduaires sur le site du Mans (23 rue des Grandes Courbes) ne comporte pas l'ensemble des éléments d'appréciation exigés par les dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Sont présentes :

- une présentation de la demande ;
- un plan d'ensemble à l'échelle 1/150 - version 14/10/2019, mais restreint à la partie Nord du site (traitement des eaux résiduaires)
- la présentation des capacités techniques et financières de l'exploitant, sans joindre de justificatifs.

Le PAC précise, en page 29, qu'aucune rubrique supplémentaire ou changement de seuil n'est prévu, sans joindre d'autres éléments d'appréciation. **Au titre de la législation des installations classées, il importe que le pétitionnaire dresse le tableau de classement actualisé des installations du site, en intégrant les rubriques du projet susceptibles d'être impactées.**

De la même façon, **le PAC n'aborde que la rubrique 2.1.5.0 pour le classement des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) visés par la nomenclature eau du Livre II du code de l'environnement.** Or, comme évoqué ci-dessus, l'établissement prélève plus de 200 000 m<sup>3</sup> par an pour l'eau de forage ; activité répertoriée sous la rubrique 1.1.2.0 sous le régime de l'autorisation (A). Concernant les rejets, le classement sous la rubrique 2.2.1.0 est à regarder. ).

Pour ce qui concerne la compatibilité du projet aux documents d'urbanisme, le pétitionnaire cite le PLU adopté le 24/09/2015, en affirmant la compatibilité du projet sans joindre de justificatifs à l'appui.

S'agissant d'une installation nécessitant un permis de construire au titre du code de l'urbanisme, le PAC aborde succinctement un dépôt avant fin décembre 2019, sans joindre d'autre détail. **Le PAC s'avère trop succinct en absence des éléments d'appréciation relevant du code d'urbanisme, pour justifier la compatibilité du projet avec les documents d'urbanisme en vigueur.**

Par ailleurs, le projet implique la production et la présence de biogaz dans les installations sous une pression, allant jusqu'à 10 bar. **Le pétitionnaire n'aborde aucunement la réglementation relative aux équipements sous pression y afférente (Chapitre VII Titre V Livre V du code de l'environnement).**

En outre, s'agissant d'un établissement autorisé, qui plus est, relevant de la Directive IED, la modification des conditions d'exploiter doit faire l'objet d'une analyse sur le caractère substantiel de la modification. **Faute d'une description précise des installations projetées, et en particulier de la puissance de la torchère, le critère défini au point 2° de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ne peut être apprécié pleinement.**

Ce manque d'éléments d'appréciation est d'autant plus marqué pour vérifier l'incidence du projet et son caractère substantiel qu'une simple comparaison des tableaux (p.50 et 51) permet de constater une augmentation de la concentration sur l'ensemble des paramètres (débit, DCO, DBO5, NGL, Pt, pH et T°C) excepté les MES, entre le rejet 2018 et le rejet futur. **L'analyse ne traite pas les substances dangereuses suivies au titre de l'action RSDE, dans le cadre d'une surveillance périodique.**

De surcroît, **le dossier n'est pas suffisamment étayé d'éléments tangibles pour justifier de l'absence de dangers ou inconvénients significatifs visés au point 3° du même article R.181-46**, en particulier au regard de la canalisation de biogaz sous une pression de 10 bar et des équipements sous pression associés.

Cette lacune du PAC est d'autant plus prégnante en absence d'éléments d'appréciation sur **la connexité du projet avec les installations déjà existantes** (absence de note précisant l'interaction ("connexité") de la nouvelle installation avec les installations existantes).

**La compatibilité du projet avec les plans et programmes territoriaux n'est pas formellement précisée**, notamment au regard du SDAGE Loire Bretagne dont les références précises ne sont d'ailleurs pas reprises par le pétitionnaire, ou encore du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés d'octobre 2009 pour lequel le pétitionnaire indique ne pas être concerné, ni du plan régional d'élimination des déchets dangereux 2009-2019 en dépit des substances dangereuses mises en œuvre, voire du PPRI en cours d'approbation.

**Le dossier ne fait référence à aucune source documentaire d'accidentologie.** La base de données ARIA présente plusieurs retours d'expérience sur des accidents technologiques liés à des installations de méthanisation, dont l'analyse permet d'appréhender plus finement les mesures de prévention et de protection associées à cette activité, voire d'apporter des enseignements précieux sur la cinétique de développement du sinistre et les difficultés d'intervention rencontrées.

**Le PAC ne justifie aucunement de l'aptitude de l'infrastructure collective d'assainissement** (réseau et station d'épuration gérés par Le Mans Métropole) **à acheminer et traiter les eaux résiduaires** prévues par le projet (eau pré-traitée + digestats) dans de bonnes conditions, conformément aux dispositions des articles 34 et suivants de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, modifié et relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Le pétitionnaire s'appuie, en effet, sur des paramètres antérieurement autorisés, sans joindre l'avis du gestionnaire quant à l'injection de digestats dans le réseau d'effluents industriels communal.

Au vu de ces enjeux pas suffisamment décrits, voir pas abordés, le dossier présente par conséquent un caractère **incomplet**.

## **2.2 – Caractère régulier ou non du dossier**

Indépendamment du manque de références réglementaires et de justificatifs y afférents, des lacunes exposées ci-dessus, les éléments du dossier ne sont pas suffisamment développés pour permettre d'apprécier toutes les principales caractéristiques du projet d'exploitation de l'installation ainsi que ses impacts sur son site et au regard de son environnement.

Les insuffisances relevées figurent en annexe 1.



### 3 - CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Le PAC, objet du présent rapport, ne comporte pas tous les éléments d'appréciation exigibles par l'article R. 181-46 du code de l'environnement et nécessaires à l'instruction du dossier, ne permettant pas, à ce stade, d'y réserver la suite la plus appropriée.

Sur la forme, le PAC présente un certain nombre d'insuffisances ; certaines justifications et démonstrations attendues sont insuffisantes. Un relevé de ces insuffisances est joint en annexe 1.

L'inspection des installations classées propose d'inviter le pétitionnaire à actualiser son PAC par la production de compléments, en référence aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

|  |   |
|--|---|
| <b>REDACTION</b><br>L'inspecteur de l'environnement<br><br><b>Frédéric DALANSON</b>   | <b>VERIFICATION</b><br>L'inspecteur de l'environnement<br><br><b>Aurélia Chanteperdrix</b> |
| <b>VALIDE et TRANSMIS à Monsieur le Préfet</b><br><b>P/La Directrice et par délégation</b><br>L'Adjoint à la Chef du Service<br>Risques Naturels et Technologiques<br><br><b>Christophe HENNEBELLE</b> |   |

## ANNEXE 1

### RELEVÉ DES INSUFFISANCES

Les éléments du dossier sont incomplets ou ne sont pas suffisamment développés pour permettre d'apprécier correctement les principales caractéristiques du projet. En application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, il appartient donc au pétitionnaire de compléter son dossier avant d'envisager la suite.

#### **Éléments du dossier devant être davantage développés afin d'apprécier les principales caractéristiques du projet :**

**1.** Le tableau de classement, actualisé par intégration des installations classées du projet, n'est pas fourni, ni les textes réglementaires spécifiques qui s'y rattachent (arrêté ministériels de prescriptions générales...).

**2.** La portée de la demande n'est pas très explicite, faute d'avoir repris le tableau de classement de l'établissement et par manque d'éléments d'appréciation quant aux caractéristiques des installations envisagées dans le projet (puissance de la torchère, quantité exacte de biogaz susceptible d'être présent dans le digesteur et les installations raccordées (équipements sous pression, quantité de substances énumérées ci-dessus non indiquée...)).

**3.** Les caractéristiques techniques des installations du projet sont décrites trop succinctement (dimensionnement, hauteur et puissance de la torchère, performances en termes de rejets, schéma de principe...). Le calcul de la hauteur des cheminées n'est pas fourni, ni en conséquence, la comparaison aux éventuelles prescriptions réglementaires. D'une façon générale, le cas échéant, pour toute nouvelle activité, une note de conformité à l'AMPG est à fournir pour les activités relevant du régime de l'enregistrement et/ou de déclaration.

**4.** Le PAC n'aborde que la rubrique 2.1.5.0 pour le classement des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) visés par la nomenclature eau du Livre II du code de l'environnement. Le classement sous la rubrique 2.2.1.0 est à viser.

**5.** Le dossier n'aborde aucunement les meilleures techniques disponibles présentées dans le projet du BREF FDM de l'industrie agroalimentaire et laitière actualisé (10/2018), en ses paragraphes 5 et 17.4, voire dans celui en vigueur (08/2006), en termes de traitement des eaux résiduaires. Il ne fait pas référence aux autres BREFs qui traitent des stations d'épuration.

**6.** Le pétitionnaire prend en compte exclusivement le biogaz, issu de la méthanisation, qui est présent dans le ciel gazeux du digesteur. Il ne considère en effet que ce volume de 950 m<sup>3</sup>, arrondi à 0,95 t et considère ainsi cette installation comme non classée, au titre de la rubrique 4310, en indiquant la masse de 0,95 tonne. La quantité de biogaz contenu dans les autres équipements et installations raccordés n'est pas prise en compte, notamment dans les canalisations, relevant de la législation des équipements sous pression et acheminant le fluide (biogaz) du groupe 1 jusqu'au poste d'injection dans le réseau de gaz naturel. D'une façon générale, une EDD approfondie est à fournir pour présenter les installations projetées, ainsi que l'interaction avec celles existantes. Les premiers tiers mériteraient d'être localisés.

**7.** Le PAC ne comporte pas une description précise des installations connectées jusqu'au poste d'injection dans le réseau de gaz naturel, avec tous les éléments d'appréciation (plans à l'échelle, dimensionnement, dispositifs de sécurité...). Le dimensionnement des équipements et l'ingénierie des travaux semblent ne pas être encore définis (p. 47 et 55/82), en absence de justificatifs.

**8.** Le PAC ne garantit pas que les eaux résiduaires de YOPLAIT PRODUCTION FRANCE, qui arrivent sur la station du Mans en amont d'un déversoir d'orage, soient systématiquement traités,

même en cas de pluie. Le dossier mérite d'étudier les solutions possibles (canalisation directe vers la STEP du Mans métropole, tamponnage et recirculation.....).

9. Pour ce qui concerne la compatibilité du projet aux documents d'urbanisme, le pétitionnaire cite le PLU adopté le 24/09/2015, en affirmant la compatibilité du projet sans joindre de justificatifs à l'appui.

10. S'agissant d'une installation nécessitant un permis de construire au titre du code de l'urbanisme, le PAC aborde succinctement un dépôt avant fin décembre 2019, sans joindre d'autre détail. Le PAC s'avère trop succinct en absence des éléments d'appréciation relevant du code d'urbanisme, pour justifier la compatibilité du projet avec les documents d'urbanisme en vigueur.

11. Le projet implique la production et la présence de biogaz dans les installations sous une pression, allant jusqu'à 10 bar. Le pétitionnaire n'aborde aucunement la réglementation relative aux équipements sous pression y afférente (Chapitre VII Titre V Livre V du code de l'environnement).

12. S'agissant d'un établissement autorisé, la modification des conditions d'exploiter ne fait pas l'objet d'une analyse suffisamment détaillée sur le caractère substantiel de la modification. Notamment, faute d'une description précise des installations projetées, notamment au vu de l'évolution des rejets, ou de la puissance de la torchère, le critère défini au point 2° de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ne peut pas être apprécié pleinement.

13. L'analyse des rejets ne traite pas des substances dangereuses suivies au titre de l'action RSDE, dans le cadre d'une surveillance périodique.

Le PAC ne comporte pas de volet spécifique relatif au raccordement, démontrant l'aptitude de la STEP à traiter les effluents.

Le dossier doit caractériser les effluents (y compris boues digérées) et justifier leur acceptabilité par la STEP externe

Les incidences du raccordement sur le fonctionnement de la STEP, la qualité des boues, et, s'il y a lieu, leur valorisation, ne sont pas étudiées au regard de la présence éventuelle de micropolluants minéraux ou organiques dans les effluents (art. 34 AM 02/02/1998 et Annexe II de la directive n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles).

14. Le dossier n'est pas suffisamment étayé d'éléments tangibles pour justifier de l'absence de dangers ou inconvénients significatifs visés au point 3° du même article R.181-46, en particulier au regard de la canalisation de biogaz sous une pression de 10 bar et des équipements sous pression associés.

15. Le dossier souffre d'une absence de référence aux sources d'accidentologie. A titre d'illustration, la base de données ARIA présente plusieurs retours d'expérience sur des accidents technologiques liés à des installations de méthanisation, dont l'analyse permet d'appréhender plus finement les mesures de prévention et de protection associées à cette activité, voire d'apporter des enseignements précieux sur la cinétique de développement du sinistre et les difficultés d'intervention rencontrées.

16. Le PAC n'expose pas d'éléments d'appréciation sur la connexité du projet avec les installations déjà existantes (absence de note précisant l'interaction ("connexité") de la nouvelle installation avec les installations existantes).

17. La compatibilité du projet avec les plans et programmes territoriaux n'est pas formellement précisée, notamment au regard du SDAGE Loire Bretagne dont les références précises ne sont d'ailleurs pas reprises par le pétitionnaire, ou encore du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés d'octobre 2009 pour lequel le pétitionnaire indique ne pas être concerné, ni du plan régional d'élimination des déchets dangereux 2009-2019 en dépit des substances dangereuses mises en œuvre, voire du PPRI en cours d'approbation.

18. Le PAC ne justifie aucunement de l'aptitude de l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration gérés par Le Mans Métropole) à acheminer et traiter les eaux résiduaires prévues par le projet (eau pré-traitée + digestats) dans de bonnes conditions, conformément aux dispositions des articles 34 et suivants de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, modifié et relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Il se limite aux accords antérieurs entre l'exploitant et le gestionnaire de station de la Communauté urbaine, bien que la part de YOPLAIT PRODUCTION FRANCE passe, sur la DBO, de 9,5 % à 15 % des effluents totaux reçus à la STEP de la Chauvinière.

19. Le pétitionnaire ne justifie aucunement l'intérêt d'introduire les résidus du digesteur (digestats) dans les eaux résiduaires pré-traitées avant rejet dans le réseau collectif d'assainissement, outre le fait de réduire ses filières d'élimination de déchets. Ce point pose question, en particulier, au regard de la disposition 3A-4 du SDAGE qui consiste à « privilégier le traitement à la source ». Les alternatives possibles (épandage...) sont à étudier.

20. La quantité de digestats produite par an n'est pas évaluée de façon prospective, au regard de la quantité de biogaz produite attendue (production journalière de biogaz (à 55 % de CH<sub>4</sub>) : 5 600 Nm<sup>3</sup>/j en pointe).

21. La partie relative aux déchets (p.56/82) s'avère trop succincte, sans aborder les quantités de digestats générées, ni les déchets dangereux résultant de la mise en œuvre des substances dangereuses pour le traitement des eaux résiduaires et/ou du biogaz.

22. Le pétitionnaire affirme qu'« il n'y aura pas de combustion sur site » (p. 43 et 65/82), tout en exposant la présence d'une torchère dans son projet. La prise en compte des rejets atmosphériques de la torchère est à intégrer. Cette installation doit également être reprise dans l'étude de danger.

23. Les émissions atmosphériques générées par la torchère ne sont pas décrites, le dimensionnement et les performances de cette dernière ne sont pas abordés.

24. La thématique bruit est traitée de façon succincte ; aucune modélisation acoustique n'est donnée ; Le pétitionnaire se réfère à des niveaux de bruit, sans aborder les émergences, en particulier, au droit des 2 zones à émergence réglementée présentes dans l'environnement du site.

25. Concernant les odeurs, les incidences de la suppression de 2 surpresseurs dans le bassin d'aération actuel ne sont pas suffisamment étudiées.

26. De manière générale, la thématique odeurs est traitée succinctement. Le pétitionnaire n'indique pas si le bâtiment, siège du traitement des boues, est dépressurisé ou non. La partie « impact visuel » mériterait a minima d'être illustrée pour justifier des impacts générés.

27. Les cotes du projet sont entre 44 et 44,5 m NGF, sous les cotes d'une crue millénaire du PPRI (46 m NGF). L'extrait du PPRI joint au dossier précise que : « extension (...) établissements relevant des directives IED (...) mise en œuvre des mesures d'adaptation aux risques pour la crue extrême d'occurrence millénaire imposées par une étude préalable (...) ». Dans un document joint en annexe 4, le pétitionnaire précise que : « la Direction technique du site YOPLAIT PRODUCTION FRANCE a opté pour la solution périphérique décennale (dimensionnée pour une crue maximale de 44,30 m NGF) », sans joindre d'avis du service compétent (DDT 72). Le dossier précise qu'il y aura compensation sans justifications.

28. Le PAC aborde les bassins, sans joindre un plan coté reprenant les 3 bassins de régulation des eaux pluviales, pour apprécier les éventuelles conséquences d'un déversement accidentel du digesteur.

29. Une inspection visuelle est prévue par l'exploitant de la station, par les hublots du digesteur. Or, les installations ne sont pas éclairées de manière permanente en période nocturne (p.59/82). Le délai d'intervention en cas de dysfonctionnement du digesteur (par exemple production anormale de mousse) semble poser question. Le manque de description des différents dispositifs de détection soulève des interrogations.

30. Le pétitionnaire semble ne pas avoir décidé (p.59/82) de la nature des fluides frigorigènes mis en œuvre dans les systèmes de refroidissement (nature, caractéristiques, quantité...). Un classement sous la rubrique 1185 est à regarder, le cas échéant, outre le respect de la réglementation concernant l'utilisation des fluides.

31. L'amélioration du traitement des effluents par méthanisation est soulignée comme étant une meilleure technique disponible (p.60/82). Le pétitionnaire n'évoque pas la réinjection des digestats, résultant de la méthanisation, dans les eaux résiduaires avant rejet dans le réseau d'assainissement collectif, et n'argumente pas sur la pertinence de mélanger des digestats avec des eaux résiduaires pré-traitées, tant en termes de traitement aval de la station urbaine (surcharge à traiter), qu'en termes de flux des types de déchets (eaux résiduaires + boues de digestats). Ce point pose question, en particulier, au regard de la disposition 3C du SDAGE qui consiste à « améliorer l'efficacité de la collecte des effluents », voire au titre des articles 6, 9 et 48 de l'arrêté du 10/11/2009 (pris en référence p. 58/82).

32. Concernant les déchets de déblais générés par les travaux de construction du projet, le PAC ne précise pas les filières choisies pour leur traitement ultérieur (p. 61/82), indiquant que le repreneur des déblais sera averti pour une utilisation adaptée.
33. Le PAC n'expose pas de carte des potentiels de dangers ou plan situant les installations, avec la mention des potentiels de danger.
34. Le PAC ne décrit pas précisément les caractéristiques de comportement au feu des bâtiments prévus.
35. Le projet prévoit la mise en œuvre de dispositifs de sécurité, surveillance, détection, ventilation, coupure, sans en préciser les caractéristiques, en termes de performances, d'entretien, de maintenance et de tests.
36. Le PAC prévoit que les équipements importants pour la sécurité soient placés au-dessus de la cote altimétrique de référence 44,75 m NGF (cote de crue centennale). Aucun plan d'implantation des dispositifs de sécurité n'accompagne le PAC.
37. La liste des équipements importants pour la sécurité n'est d'ailleurs pas indiquée de façon exhaustive.
38. Une détection incendie est prévue dans le bâtiment boue et dans le module d'épuration. Les caractéristiques de ce dispositif ne sont pas explicitées (type de détection, performances, entretien, maintenance, testabilité, etc.).
39. La compétence des personnes désignées pour la conduite des installations et d'une façon générale, pour l'organisation de la sécurité, n'est ni démontrée, ni justifiée.
40. L'accessibilité aux installations par les secours est décrite trop succinctement ; elle ne fait pas l'objet d'un plan, ni d'une note détaillée permettant d'en vérifier le bien-fondé. Les procédures existantes et visées par le PAC sont à joindre pour permettre d'appréhender les problématiques .
41. Le PAC expose également brièvement les besoins en eau du site, sans aucun plan coté.
42. Le plan des installations électriques n'est pas fourni.
43. Aucune copie du dernier rapport de contrôle des installations électriques n'est joint au PAC pour justifier de la conformité des installations électriques du site du Mans.
44. Le pétitionnaire précise que l'analyse du risque foudre et l'étude technique associée sera réalisée par le maître d'ouvrage (p.73/82) avant le début d'exploitation, sans fournir d'autres éléments d'appréciation.
45. La description des canalisations biogaz est très succincte, sans aucun plan coté, ne permettant pas d'apprécier notamment les éventuelles interactions avec le PPRI.
46. Le PAC n'aborde pas les mesures prévues pour les risques liés aux canalisations biogaz, ni l'étendue exacte du programme de maintenance préventive (p.74/82).
47. Le dimensionnement des bassins de confinement des eaux d'extinction n'est pas justifié. Les plans de ces bassins doivent permettre de calculer et de vérifier leur volume utile en cas de sinistre.
48. La liste des consignes d'exploitation, en mode normal et dégradé, n'est pas fournie.
49. L'étude du risque inondation, datée du 15/09/2017 et évoquée dans le PAC (p. 70/82), n'est pas jointe en annexe du PAC, excepté un bref extrait.
50. Le plan de « recollement site », transmis en annexe du PAC, dans une version 11/08/2015 est à une échelle qui le rend illisible et donc inexploitable.

51. Le dossier ne présente aucun élément d'information sur les capacités technico-économiques d'épandage des digestats. Il se focalise sur une unique solution, qui désigne l'injection des digestats dans le réseau d'effluents liquides industriels.

52. Le cumul avec d'autres projets n'est pas abordé ; pour autant, il apparaît deux digesteurs à construire à proximité.